

## **Séance du Conseil Municipal du 29 juillet 2009**

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean- Claude, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAÏN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, ZIZZO François.

Absent :

M. SIMON Raphaël

Secrétaire :

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 26 juin 2009 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible comme à l'accoutumée sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité avec les remarques suivantes :

Chapelle Saint Roch : Monsieur le Maire renouvelle ses remerciements à l'association AFPA, madame HAVARD CORBIERE, messieurs SALTON, VALLAURI et DEBOST, la famille Jean Paul BAREL, monsieur Roger BARRAYA et l'entreprise PEAN.

## **Séance du Conseil Municipal du 29 juillet 2009**

### **Ouverture de la séance :**

Sont ajoutées des délibérations relatives :

- au réseau d'eau concernant les deux réservoirs.
- au nouveau montant de la STEP.
- à un bien vacant et sans maître, 41 rue du Serre.
- à une admission en non valeur, budget M 49.

Madame HAVARD-CORBIERE Chantal est élue secrétaire de séance.

### **Ordre du jour :**

#### **1<sup>er</sup> point ; Eglise et chapelles attenantes :**

##### Choix du coordonnateur CSPS :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de restauration des toitures, maçonneries et lots techniques de l'église Saint Pierre Es Liens et de ses chapelles attenantes.

Il fait part du résultat de la consultation effectuée pour rechercher un coordonnateur CSPS.

Il s'agit de DEKRA Conseil HSE SAS Unité d'Antibes, Immeuble Astéropolis ZI Les 3 moulins Rue Goa 06000 ANTIBES,

pour un montant de : 7 875 € HT soit 9 418.50 € TTC.

Une délibération est nécessaire pour confier à ce bureau cette mission.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Décide de retenir le bureau DEKRA Conseil HSE SAS Unité d'Antibes, Immeuble Astéropolis ZI Les 3 moulins Rue Goa 06000 ANTIBES,

pour un montant de : 7 875 € HT soit 9 418.50 € TTC,

pour la mission CSPS ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

##### Choix du bureau de contrôle, lots électricité et chauffage :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de restauration des toitures, maçonneries et lots techniques de l'église Saint Pierre Es Liens et de ses chapelles attenantes.

Il fait part du résultat de la consultation effectuée pour rechercher un organisme de contrôle pour les travaux d'électricité et de chauffage.

Il s'agit du bureau ALPES CONTROLES Agence de NICE, sis à Bâtiment Space C 201 – 212 Route de Grenoble 06200 NICE,

pour un montant de : 1 500 € HT soit 1 794 € TTC.

Une délibération est nécessaire pour confier à ce bureau cette mission.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Décide de retenir le bureau ALPES CONTROLES Agence de NICE, sis à Bâtiment Space C 201 – 212 Route de Grenoble 06200 NICE,

pour un montant de : 1 500 € HT soit 1 794 € TTC,

comme bureau de contrôle pour les travaux d'électricité et de chauffage ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

*Monsieur le Maire remercie les membres de la commission d'appel d'offres pour leur analyse des offres.*

## **2<sup>ème</sup> point ; Réseau d'eau Quartier du Castel :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il est nécessaire de prévoir un renforcement ainsi qu'un maillage pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable du quartier du Castel.

Il s'agit notamment d'étudier la desserte en eau du plateau de la gare où doivent s'édifier des projets structurants et plus particulièrement le projet de la crèche.

Il propose d'en confier l'étude et les travaux au SILCEN.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte la proposition ci-dessus exposée à savoir :

Décide de réaliser une étude pour un renforcement ainsi qu'un maillage pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable du quartier du Castel.

Décide de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée au SILCEN.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

*Monsieur Le Maire précise que la desserte en eau du plateau de la gare est essentielle : crèche, salle polyvalente et piscine doivent s'y implanter à l'avenir.*

*Monsieur Gilles REYNAUD, délégué communautaire, informe que 26 architectes se sont manifestés pour le projet de la crèche. Il informe également qu'il a souhaité la présence d'une réserve d'eau de 120 m3.*

### **3<sup>ème</sup> point ; Réservoirs d'eau et divers :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il est nécessaire de prévoir une optimisation et une sécurisation du fonctionnement des réservoirs d'eau potable.

Il s'agit notamment de la desserte en eau du Touët de L'Escarène et des canalisations d'alimentation des réservoirs.

Il propose d'en confier l'étude et les travaux au SILCEN.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte la proposition ci-dessus exposée à savoir :

Décide de réaliser une étude pour une optimisation et une sécurisation du fonctionnement des réservoirs d'eau potable.

Décide de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée au SILCEN.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

*Monsieur le Maire informe que ces travaux auront un coût mais ils préserveront la sécurité de notre alimentation en eau pour nous et nos successeurs.*

### **4<sup>ème</sup> point ; Passage sous voûte, rue du Château ; Avenant :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le programme de travaux relatif à la création d'un passage sous voûte rue du Château et la réhabilitation d'un local communal situé au dessus.

Il fait part de l'utilité de passer un avenant concernant des travaux en moins et en plus :

#### **Lot unique :**

L'entreprise SMGB a été retenue pour un montant de 158 175.10 € HT soit 189 177.42 € TTC.

L'avenant porte sur ; (moins de 5 % du montant du marché) :

En moins : VRD et Regards, parement pierres, Enduits, hublot passage : - 6 552 € HT

En plus : Gardes corps, spots d'éclairage : + 6 238 € HT

Solde : - 314.00 € HT

Le montant du marché passe à 157 861.10 € HT soit 188 801.88 € TTC.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à signer cet avenant.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer cet avenant tel qu'exposé ci-dessus, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

#### **5<sup>ème</sup> point ; Adhésion de la commune de Peille à la communauté de communes du pays des Paillons :**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la commune de Peille, après avoir sollicité son retrait de la communauté d'agglomération de la Riviera Française, a demandé à adhérer à la communauté de communes du pays des Paillons par délibération en date du 5 juin 2009, notifiée le 10 juin 2009. Il informe également que la communauté d'agglomération de la Riviera Française, par délibération en date du 15 juin 2009, a approuvé la demande de retrait de la commune de Peille.

- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5211-18 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 portant création de la communauté de communes du pays des Paillons ;
- Vu la délibération du conseil communautaire n° 090701, en date du 7 juillet 2009, notifiée le 9 juillet 2009, se prononçant en faveur de cette adhésion ;
- Considérant l'appartenance de la commune de Peille au canton de L'Escarène qui forme, avec le canton de Contes (à l'exception de Coaraze) l'entité géographique et économique du pays des Paillons ;
- Considérant que l'élargissement du périmètre de la communauté de communes du pays des Paillons à la commune de Peille renforce la cohésion du territoire communautaire ;
- Considérant que les raisons qui ont motivé la demande d'adhésion de la commune de Peille s'inscrivent pleinement dans les objectifs du projet de développement durable du pays des Paillons ;

Monsieur le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

**Le conseil municipal, ouï l'exposé du maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Se prononce favorablement** à la demande d'adhésion de la commune de Peille à la communauté de communes du pays des Paillons à compter de son retrait effectif de la communauté d'agglomération de la Riviera Française.

Fait et délibéré, l'an mois et jour que dessus.

#### **6<sup>ème</sup> point ; Mise à disposition d'une classe d'école primaire par le collège F. Rabelais** **Convention d'occupation :**

Dans l'éventualité d'une augmentation des effectifs scolaires, monsieur le Maire informe le conseil municipal, qu'en prévision et par sécurité, il a sollicité du collège F. Rabelais de L'Escarène la mise à disposition d'une salle de classe.

Il serait nécessaire de prévoir pour la prochaine rentrée scolaire 2009-2010 un local pour accueillir une classe de cycle 3 d'environ 25 enfants.

De plus, les enfants de cette classe pourront, s'ils le souhaitent, manger au collège.

Le Conseil d'Administration du collège a émis un avis favorable à cette sollicitation en date du 29 juin 2009.

Les conditions de la mise à disposition de cette salle et de l'utilisation du restaurant scolaire du collège par ces enfants figurent dans une convention dont monsieur le Maire donne lecture du projet.

Une délibération est nécessaire pour valider ce choix et autoriser monsieur le Maire à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer cette convention, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

### **7<sup>ème</sup> point ; Bâtiment La Colombe ; Création d'activités pour les jeunes :**

Monsieur le Maire rappelle les engagements pris par la nouvelle équipe concernant le développement d'activités pour les jeunes.

C'est à cette fin que la commune a réhabilité le bâtiment de La Colombe.

Il informe que l'association ALEJ, Animation Loisirs Enfance et Jeunesse, accepte une mission de pilotage de mise en vie de cette structure pour les jeunes de 12 à 25 ans.

L'association ALEJ assure déjà l'activité du CLSH, Centre de Loisirs sans hébergement, pour les 3 – 11 ans pendant les vacances scolaires de Pâques et de l'été ; elle est pour cela subventionnée par la Communauté de Communes du Pays des Paillons qui a la compétence « enfance - jeunesse ».

Monsieur le Maire informe le conseil que, suite à la rencontre avec monsieur Noël ALBIN, président de la commission « enfance - jeunesse », la Communauté de Communes pour des raisons administratives, ne peut, dit-il, dans un premier temps financer ce projet, en principe de sa compétence.

Cette action devra être inscrite au programme de la Communauté de Communes dès 2010.

La commune s'engage à assurer dans un premier temps, au travers d'une subvention, le fonctionnement de cette structure.

Les activités mises en place dans ce lieu et à partir de ce lieu devront répondre aux besoins des jeunes et aux attentes des élus en tenant compte des spécificités de chaque tranche d'âge.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Décide de mettre à disposition à l'association ALEJ le bâtiment communal de La Colombe à compter de l'autorisation d'ouverture pour une durée de un an, renouvelable deux fois, aux fins d'assurer une mission de pilotage de mise en vie de cette structure pour les jeunes de 12 à 25 ans,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches, signer la convention afférente et tous documents afférents.

*Monsieur le Maire remercie tous ceux qui se sont associés à ce projet, mesdames BARRIOS BRETON Marie Thérèse, 1<sup>ère</sup> Adjointe, DOTTAIN Laurence et SOUMATI Marie Christine ainsi que l'association ALEJ.*

*Madame BARRIOS BRETON souligne que cette action doit être une compétence communautaire, raison pour laquelle chacun convient que cette action devra être inscrite au programme de la Communauté de Communes dès 2010.*

*Pour que ce projet démarre, la commune garantira le fonctionnement de cette structure jusqu'à la fin de l'année dans l'attente d'autres financements à partir de l'année prochaine.*

*Il est souligné que toutes les activités seront toujours sous la surveillance d'un animateur adulte.*

*Afin d'obtenir l'implication de chacun, une participation minimum et symbolique sera demandée en fonction des revenus.*

### **8<sup>ème</sup> point : Station d'épuration (STEP) Estimatif et approbation de l'APS :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les différentes actions menées concernant la station d'épuration et notamment les délibérations des 25 septembre et 21 novembre 2008 évaluant le coût de sa rénovation à 1 325 000 € HT.

Cette opération a été confiée au SILCEN.

Il donne lecture de la note de présentation du projet réalisée par le cabinet SAFEGE.

A la demande du SILCEN, monsieur le Maire propose d'approuver ce document ainsi que le nouvel estimatif de l'opération chiffré à 1 600 000 € HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Approuve ce document réalisé par le cabinet SAFEGE,

Adopte le nouvel estimatif de l'opération chiffré à 1 600 000 € HT tel que précisé en annexe.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

*Monsieur Jean Claude VALLAURI, Adjoint, expose ce projet qui sera la 1<sup>ère</sup> station d'épuration dans le département dotée d'un procédé de minéralisation des boues avec des lits de roseaux.*

*Les travaux principaux porteront sur :*

*- La gestion des débits de temps de pluie en entrée de STEP, avec la création d'un bassin d'orage : cependant il sera nécessaire de continuer à rechercher et retirer les arrivées d'eaux parasites.*

*Il est prévu de transformer le décanteur actuel en bassin d'orage. Les équipements existants seront démontés. Le bassin sera équipé de deux pompes de vidange et d'agitateurs. Un ouvrage de répartition en tête de station assurera l'écrtage des débits d'entrée. Les débits surversés seront stockés dans le bassin après un passage par le dégrilleur actuel.*

*- Le pré-traitement, avec la mise en place d'un ensemble complet dégrilleur-dessableur-dégraisseur : Le projet prévoit l'installation d'un tamisage fin (maille 6 mm ou inférieur) à nettoyage automatique, ainsi qu'un dessablage et déshuilage entièrement automatisé.*

La destination des déchets est le centre de traitement des ordures ménagères. Pour le dessablage, les sables seront lavés automatiquement, pour éviter d'avoir à les évacuer en décharge, possibilité de réemploi en remblai. Les graisses issues du déshuilage seront pompées, égouttées et dirigées vers la benne des refus de dégrillage.

- L'amélioration du fonctionnement du bassin d'aération :

Le projet prévoit la réutilisation des deux bassins d'aération existants de volume hydraulique total d'environ 338 m<sup>3</sup> pour passer d'un traitement en moyenne charge sur un bassin à un traitement en faible charge sur les deux bassins. Le remplacement des deux turbines est nécessaire pour subvenir au besoin en oxygène et en brassage de la future station.

- La création d'un dégazeur et d'un nouveau clarificateur :

Un dégazeur sera créé en sortie du 2<sup>ème</sup> bassin d'aération. Il sera équipé d'un départ gravitaire vers le clarificateur et de deux pompes de reprise pour l'alimentation des lits plantés de roseaux.

Il permettra d'évacuer les flottants récupérés en sortie des bassins d'aération vers les lits plantés de roseaux.

Les eaux en sortie de dégazeur seront dirigées vers un clarificateur circulaire de 11 m de diamètre, réalisé en béton armé, et équipé :

\* d'un pont racleur,

\* d'un poste de pompage pour la recirculation des boues vers les bassins d'aération, qui assurera également la reprise des égouttures des lits plantés de roseaux.

\* d'un poste de reprise des flottants, qui seront renvoyés vers les lits plantés de roseaux

- La création d'une filière de traitement des boues sur lits plantés de roseaux :

Le traitement des boues sera de type rhizocompostage, constitué de 8 lits plantés de roseaux, pour une surface totale de 1200 m<sup>2</sup>. Les lits seront implantés sur le remblai pré-existant, situé à 5 m en moyenne au-dessus de la STEP. Des travaux de terrassement seront nécessaires pour stabiliser les talus périphériques et aplanir le remblai pour aménager une plate forme.

Chaque lit sera constitué d'un mur d'enceinte de 2,50 m, renfermant à la base un dispositif d'étanchéité par géomembrane, un complexe de drainage (drains + graviers), et une couche de matériau filtrant.

L'alimentation des lits sera assurée par un réseau de canalisations et de buses d'arrosage.

Le pompage sera automatisé et piloté par horloge.

Création d'une zone de compostage à l'emplacement des zones d'épandage actuelles.

La capacité de la station sera de 2500 équivalents habitants.

Monsieur le Maire fait valoir qu'avec cette option et l'optimisation du génie civil existant, le coût de cette station sera moins élevé qu'une station neuve et souligne les discussions constructives avec les services de l'Etat et du Conseil Général.

La réception des travaux est prévue fin mai 2010 suivi d'une période de rodage de trois mois.

## **9<sup>ème</sup> point : Bien vacant et sans maître 41 rue du Serre :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens.

Il expose que le propriétaire de l'immeuble situé dans le quartier du Serre, au n° 41 rue du Serre, Parcelle section A n°562 d'une contenance de 42 ca, est décédé il y a plus de 30 ans.

Il a par ailleurs obtenu des services cadastraux, l'assurance que le dernier propriétaire est bien monsieur Victor TORDO né il y a plus de 150 ans et sans héritiers connus.

L'immeuble est à l'état de ruine depuis 1973.



Les services du Domaine ont par ailleurs confirmé que l'Etat n'est pas entré en possession de ces biens.

Cet immeuble revient à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Monsieur le Maire propose de se rendre propriétaire de ce bien par l'adoption de cette délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles l'article L 1123-1 et L 1123-2,  
Vu le code civil, notamment son article 713,

Accepte de se rendre propriétaire de ce bien situé 41 rue du Serre, Parcelle section A n°562, d'une contenance de 42 ca, et exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil pour les raisons suivantes :

- Bâtiment en ruine ;
- Aucune manifestation de propriétaire depuis 1956 ; (renseignements pris auprès du service des Hypothèques) ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

#### **10<sup>ème</sup> point ; Budget M 49 : Eau et assainissement Admission en non valeur, 244.47 € :**

Le conseil municipal appelé à délibérer sur des factures impayées d'un montant total de 244.47 € correspondant à des demandes de règlement de factures d'eau de l'année 2003,

Considérant l'impossibilité de recouvrement invoquée par le Trésorier et compte tenu de l'ancienneté de ces dettes,

Sur proposition de monsieur le Maire de bien vouloir admettre ces sommes en non valeur,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Accepte d'admettre en non valeur ces sommes d'un montant total de 244.47 € (budget M 49).

#### **Questions diverses :**

Monsieur le Maire informe de la présence à L'Escarène de monsieur Christian ESTROSI, Ministre chargé de l'industrie et de monsieur Eric CIOTTI, Président du Conseil général des Alpes maritimes, le lundi 24 août 2009 pour visiter les locaux de l'association Montjoie, chemin des Anciens Combattants d'AFN.

#### **Questions du public :**

L'utilisation de la balayeuse, qui donne satisfaction, semble plus judicieuse en centre ville : est il possible de la faire passer dans les écarts?

Monsieur Le Maire : des essais sont effectivement prévus.

**Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.**